

SOLIDAIRES 37

Union
syndicale
Solidaires

Trimestriel des syndicats
Solidaires Unitaires Démocratiques d'Indre et Loire

« DU PAIN ET DES ROSES » (devise des IWW américains).

Numéro 28

Avril 2010

1 €

**BIENTÔT LA RETRAITE
À 70 ANS ?**



le seuil des 60 ans. Alors que l'on sait que de très nombreux travailleurs, du fait de l'intensification des rythmes de production et du chômage de masse, cessent d'être employés avant cet âge et que des millions de jeunes ne peuvent pas entrer sur le marché du travail (les 2/3 des salariés du privé qui prennent leur retraite, avec une durée de cotisation de 40 ans, ne sont plus au travail. Avec un passage à 41 annuité, on passera à 3/4 des salariés !).

Parallèlement, travailler au delà des 60 ans, c'est aussi renoncer aux quelques rares années où l'on bénéficie encore d'une intégrité physique appréciable.

Passé 63 ans, majoritairement, de lourds problèmes de santé apparaissent.

Faire sauter la barrière des 60 ans, c'est condamner les salariés au travail à vie.

La bataille des 60 ans a été une constante du mouvement ouvrier. Que la droite et le MEDEF s'y attaquent n'a rien de surprenant. C'est pour eux un enjeu idéologique fort. On peut être légitimement inquiet des erreurs d'une partie du PS à ce sujet.

L'augmentation régulière des annuités de cotisations se fait au nom de raisons diverses, dont notamment, celui de la démographie: l'augmentation du nombre des retraités (le fameux «papy boom») qui passeront de 11 millions en 2000 à 21 millions en 2040.

Le Conseil d'Orientation des Retraites (COR) a donc fait un certain nombre de prévisions alarmistes qui se sont avérées fausses. Ainsi, il prévoyait un taux de fé-

EDITO: retraites: 2010 année de tous les dangers!

La volonté du gouvernement de liquider notre système de retraites s'inspire directement des positions du MEDEF. La tentation est grande pour la droite de revenir sur

condité des femmes de 1,7 alors qu'il avoisine les 2. De même, il prévoyait une diminution de la population en âge de travailler de 4,1 millions de personnes alors qu'elle restera stable. Enfin, l'augmentation du nombre de personnes âgées sera moindre car la mortalité baisserait moins rapidement que prévu. A l'arrivée, on s'aperçoit que l'alarmisme gouvernemental au sujet des retraites est surévalué puisqu'en 2050, le nombre de retraités sera inférieur de 650 000 à celui prévu initialement par le COR.

Notons d'ailleurs, qu'à partir de 2036, le nombre de retraités va diminuer car arriveront à la retraite des générations moins nombreuses que les précédentes.

Ces variations de chiffres nous donnent la mesure réelle de réformes dictées sur des hypothèses tracées sur 40 ou 50 ans. En 10 ans, les chiffres du COR doivent déjà être revus à la baisse...

La question du financement des retraites est avant tout la question de la répartition des richesses produites.

On nous dit que dans les années 70, il y avait 3 actifs pour un retraité et que ce ratio passerait à 1,4 actifs pour un retraité en 2050. On crie donc à la catastrophe ! Ce que l'on oublie de préciser c'est que sur la même période le Produit Intérieur Brut a doublé et la productivité n'a cessé d'augmenter (elle a même connu des pics de 3 % en 2002 et 2003) faisant de la France le pays où la productivité des salariés est la plus élevée des pays industrialisés. Il faut donc mettre un terme à la baisse de la part salariale (8 points en 20 ans) dans la valeur ajoutée et accompagner l'évolution démographique par un relèvement progressif des cotisations salariales. Le refus obstiné d'augmenter les cotisations patronales est inacceptable car il est à l'origine du déséquilibre récurrent entre la part des salaires dans la valeur ajoutée et l'augmentation sans fin des dividendes versés aux actionnaires.

SOMMAIRE :

Page 2 et 3 : à la poste, à France Télécom

Page 4 et 5: souffrance au travail dans la santé aussi

Page 6 : en retraite , la lutte continue

Page 7 : le congrès de Solidaires37

Page 8 : à la Snf

BAILLY EST UN VOYOU

Ça craque à la distri ! Sous prétexte de la baisse supposée du trafic, la poste ne cesse de revoir les organisations en supprimant toujours des postes.

Mais elle ne se satisfait pas de cela, jugeant sûrement les délais entre deux réorganisations trop longs : Il lui faut des semaines entières de tournées sécables non compensées, au mépris des organisations validées en CTP et de la CDSP « Facteurs d'Avenir », qui ne prévoient pas de sécables en dehors des lundis-mardis.

Au mépris aussi des factrices et des facteurs, puisque quel que soit le trafic réel des semaines concernées, il n'y a pas à discuter, c'est sécable, un point c'est tout !

De ce fait, on voit des factrices et des facteurs rentrer certains jours une heure, une heure et demi, voire deux heures après l'heure théorique de fin de service. Bizarre, le trafic baisse, et nous, on finit de plus en plus tard.

Nous l'avons déjà dit et écrit, et nous le redisons : c'est du travail dissimulé, c'est illégal, la poste est hors la loi, elle le sait, et elle persiste. Et nous ajoutons : Bailly est un voyou !

Les conséquences sur la vie personnelle des agents, leur santé, les risques d'accident, de PV, de retrait de permis qu'ils sont amenés à prendre : la poste s'en tape ! Pire : Si un agent perdait son permis pour une infraction grave, elle en rajouterait une couche en le sacquant en conseil de discipline ! Résultat : On voit des agents qui en

ont marre, qui craquent, et qui sont humiliés par des DET zélés qui récitent leur leçon en osant les traiter de fainéants ou d'incapables s'ils osent se plaindre ou réclamer le paiement des dépassements.

Ne nous trompons pas : Les DET connaissent leurs agents et savent que ce n'est pas du chiqué

mais ils obéissent, par trouille ou par ambition. Le premier ou la première qui se lèvera et dira à son DOTC que ce n'est plus possible se retrouvera viré ou au placard.

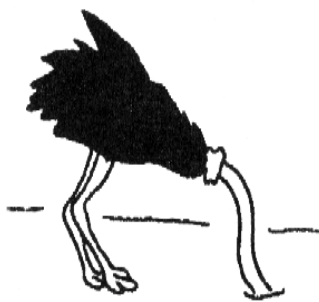
Mais cela ne peut plus durer. Nous ne pouvons pas attendre un drame qui va forcément arriver en nous cachant les yeux et en se disant que ça va passer, car nous sommes convaincus que ça ira en s'empirant encore !

Alors que pouvons nous faire : refuser la sécable « pour absence inopinée » ou les semaines « rajoutées » semble nous exposer à des retenues de trentièmes ou à des avertissements pour désobéissance : La poste joue sur le fait que des recours contre ces sanctions (à priori illégales puisque ces sécables ne sont pas prévues dans les organisations) sont longs, et ces avertissements sont surtout destinés à dissuader les collègues d'en faire autant. La grève de tous le même jour (nationale ou départementale) pour nos conditions de travail, contre la sécable : on ne peut pas dire que ça ait beaucoup marché.

La grève locale, quand on est à bout : il y en a tous les jours ici ou là, et la poste n'en fait pas de publicité. Elle joue le pourrissement, puis négocie quand même parfois si la grève est dure, et si elle dure. Elle lâche alors quelques miettes, et ressert le même plat six mois plus tard.

A moins qu'on ose... se faire respecter : on doit finir à 14h10 (exemple), on finit à 14h10, sécable ou pas sécable. La tournée n'est pas finie : On a fait ce pour quoi on est payé : on rentre chez soi. Les « clients » de fin de tournée n'ont pas leur courrier ni leur journal : C'est la faute de la poste.

On a assez donné, Basta !



ON EST SUR LE NET !

SUD PTT 36-37 a enfin son site. Tu peux retrouver nos Sudversifs, nos tracts, nos infos, nos actualités, notre agenda... à l'adresse suivante : <http://sudptt.36-37.org>



TROP FORTS

Tours Coty (CLC) est vraiment le «bureau en vue» dans Jourpost. Pas un mois, sans que l'on ne parle de lui : Un jour, on publie une fausse interview d'une collègue, le mois suivant, c'est un collègue qui joue au père Noël qui est flashé dedans, un autre mois, c'est une encadrante qui est propulsée «postière de l'année» par Bailly et sa bande, et reçue au siège de La Poste. Il y avait même l'affreux Estrosi (ministre de l'industrie) qui

est venu vomir ses vœux.

A LA POSTE

Peut-être a-t-il enfin appris à connaître le prix du timbre... Toutes ces annonces nous laissent, il faut bien le reconnaître, assez dubitatifs.

Remarquez, nous, on en connaît des tonnes de «postier(e)s de l'année». Mais ceux là sont rarement félicités... Ce sont toutes celles et ceux qui font leur travail avec conscience, sans faribole, avec le sens du service public chevillé au corps... Les «félicitations» de leur encadrement se tradui-



COUP DE MASSE

160 suppressions d'emplois dans la DOTC (Direction courrier Touraine Berry) en 2010, tel est le nombre prévu en vue de compenser la baisse du courrier ! Les postiers apprécieront car une nouvelle fois on va leur faire avaler de nouvelles restructurations avec l'aval de syndicats «accompagnateurs», dont les effets produiront les mêmes maux, l'intensification du travail, la dégradation des conditions de travail. Il y a de quoi être inquiet sur l'emploi à la Poste, quand on sait que le principal objectif de la privatisation est de faire des coupes sombres dans la masse salariale pour satisfaire l'actionnariat et leurs sacro-saints dividendes...

COUP DE PUB

Le «Dakar» d'Amérique du Sud enfin fini, voilà que va repartir pour la énième fois le rallye des gazelles. Aussi inutile que stupide, cette chevauchée dans le désert va encore rassembler 12 belles pour qui ça va sentir le gaz, le sable chaud et ce qui va avec... D'année en année, on y voit de plus en plus de cadres ! Faut dire que ces soi-disant «sélectionnées» le sont avec un soin qui n'a rien à envier aux entretiens de recrutement. Est-ce un hasard ? : La simple constatation des fonctions

de ces poupées porte-drapeau laisse le doute planer. Sur les 12, une seule n'est pas cadre ! Sur 12, on en trouve au moins 7 qui travaillent dans la communication et la vente ! 10 sont des planquées des bureaux ! Qu'il est loin le temps où il y avait une majorité de factrices et de guichetières. Hormis les risques d'accidents pour les populations locales, les dégâts sur l'environnement, le gâchis d'énergie, le déballage de luxe et d'indécence... Souhaitons au moins à ces sottises en mal d'aventures de ne pas se faire enlever car il faudrait en plus payer la rançon pour se les récupérer !

France Télécom

On prend les mêmes et on recommence. On change l'équipe dirigeante autour du nouveau dirigeant et vers quoi se dirige t'on ? Très certainement vers les mêmes décisions qu'avec l'ancien dirigeant et son ancienne équipe dirigeante, mais au passage on se rachète une virginité. Si on change de tête, on n'en a pas moins les mêmes idées. Ce qui n'a pas changé, c'est la concurrence, les prix, les marges à faire, les actionnaires à satisfaire et le marché ! Et oui au cas où les salariés survivants ne s'en étaient pas rendus comptes tout seuls, le monde dans lequel l'entreprise France Télécom évolue n'a pas changé, ni attendu que les familles et les collègues de ceux qui n'ont pas

souhaité continuer l'aventure obtiennent un réel réconfort. Notre société évolue dans une société qui ne laisse pas de place à la pitié. C'est sous ce prétexte d'évolution permanente que toutes les décisions attendues depuis septembre 2009 sont diluées puis repoussées pour enfin n'être plus qu'un souvenir trop ancien pour y accorder du crédit. Et puis nous sommes en 2010 maintenant ! On arrive même à se dire que ce n'est qu'un mauvais cauchemar s'il n'y avait pas encore des suicides dans nos murs. La marche en avant a repris, écrasant ceux qui restent en suspens d'un vrai changement. On peut toujours attendre alors bougeons !

Souffrance au travail et nouveau management ...

« La machine sadique nous passe tout simplement sur le corps »

Victor Klemperer, Berlin, 9 décembre 1939



Témoins de l'évolution du monde hospitalier, social et médico-social, nous assistons depuis quelques années à la mise en place de sa nouvelle gouvernance. Éclatés en pôle d'activité, pressés par des contrats d'objectifs, l'hôpital, le social et le médico-social « entreprise » s'organisent.

Broyés dans des objectifs inaccessibles, condamnés dans des évaluations quasi disciplinaires, les personnels n'ont d'autres choix que de s'exécuter.

Le livre tout récent de Paul Moreira et d'Hubert Prolongeau, « Travailler à en mourir », est une enquête sur le monde de l'entreprise et sur les conséquences dramatiques de son management. Il permet de reconstituer un à un tous les éléments de ce régime des « ressources humaines » qui tue et s'immisce jusque dans la sphère intime de la pensée, en imposant à tous les salariés l'adhésion à une idéologie obligatoire, hors de laquelle ils sont considérés, le cas échéant, comme ennemis de la communauté.

Le totalitarisme est bien actuel !

Les auteurs expliquent le long processus qui conduit au drame. Il naît « lorsque les exigences de l'entreprise entrent en contradiction profonde avec l'idée que vous vous faites de vous-même et du monde. » Il s'agit d'un conflit d'éthique. Un conflit souvent très violent qui peut provoquer de graves symptômes sur le salarié « les mêmes que les soldats exposés au combat », précise un psychiatre. « Le temps passé à appréhender les tâches demandées est de plus en plus important, dévore le reste. L'envie d'y arriver devient obsessionnelle. Les objectifs étant souvent inatteignables(sic), la culpabilité devient trop forte. »

C'est ainsi que l'aide-soignante ou l'infirmière, ou l'éducateur doivent trop souvent choisir entre la toilette et le soin. Pour se défaire de cette pression insupportable elles détournent leur regard. Les yeux des patients sont encore trop expressifs.

Les suicides dont on parle dans la presse ne sont que la partie apparente d'une épidémie invisible. L'arrivée des jeunes ripolinés, formatés des grandes écoles « avec leur arrogance, leur tête bien faite, sûrs d'eux-mêmes et de leur compétence » n'a fait qu'accélérer le processus.

A l'hôpital, le gouvernement vient d'offrir un nouveau statut aux directeurs. Il ouvre effectivement la possibilité de diriger ce service public aux diplômés des grandes écoles qui n'ont aucun état d'âme pour atteindre les objectifs fixés, fussent-ils broyer des hommes. Pour les anciens, les hommes d'expériences, qui ne remplissent pas le contrat, (directeurs et médecins) ils seront renvoyés chez eux, en recherche d'affectation, au rang des inutiles ! (Loi HPST 26 juillet 2009 - article 10)

Dans le livre, une veuve, Sylvie, s'exprime à propos des objectifs impossibles imposés à son mari. Ils l'ont plongé dans un ressenti d'incompétence et de culpabilité : « Je pense qu'il y a trente ou quarante ans, les femmes qui étaient victimes d'un viol ressentaient la même chose, cette culpabilité »

Autre cas : Tatiana, la veuve de Raymond « a survécu à la tragédie bosniaque. Elle n'imaginait pas qu'un autre conflit, la guerre économique, plus furtive et sans balles réelles, lui prendrait le père de son petit garçon. »

Pour attribuer une promotion « la direction accable de travail le candidat pour mesurer sa résistance au stress. Je crois que j'ai vécu la période la pire de ma vie, se souvient Tatiana. C'était pire que le siège de Sarajevo. Cette mise en situation, c'est horrible! J'ai senti qu'il n'avait plus confiance en lui. Bien sûr, officiellement personne ne l'obligeait à tenir ce rythme. C'est ça, l'horreur du système, on laisse croire que chacun est libre de gérer son temps, mais la pression implicite est tellement forte qu'il n'y a plus d'autres solutions que de jouer le jeu. »



UN BURN-OUT ?!



Plus loin : « L'avantage du système est sa gouvernabilité : on élimine l'aspect humain. Le système tout entier met la pression. Et on arrive à ce paradoxe absurde que celui qui s'en sort le mieux est celui qui s'en fout. »

A l'hôpital, dans les établissements, la nouvelle gouvernance se met en place. Tous les nouveaux outils de gestion vont tourner à plein régime :

« Les deux plus efficaces sont l'objectif et l'évaluation. Binôme ravageur qui, tout en prétendant faire appel à l'autonomie et à la responsabilité, se révèle lamineurs d'homme. »

Pour le moment les directeurs sont seuls sous le regard du bourreau : un Directeur d'Agence Régionale de Santé qui lui-même est placé sous le couperet de la guillotine gouvernementale. Ils n'auront d'autres solutions que de déporter sur les personnels les outils qui les menacent !

Le contrat d'objectif :

« L'obsession de la performance amène de plus en plus à une déconnexion grave des consignes et du travail réel. On propose des objectifs impossibles à atteindre, en laissant au salarié le soin d'assumer un échec pourtant inévitable. Il n'y a plus de notion du travail collectif. On divise le travail en cases, et quand quelque chose ne marche pas, on regarde dans la case. »

L'hôpital, les institutions spécialisées, les associations, embrassent ces méthodes. Ils sont organisés en pôles d'activité muselés par un contrat d'objectif passé avec le directeur de l'hôpital ou les associations.

L'évaluation :

« Elle est en fait, souvent, une sorte de conseil de discipline restreint où sont évalués essentiellement le résultat et le rapport à l'objectif. L'homme y est mis à plat. L'entretien d'évaluation est devenu une arme. »

Objectifs inaccessibles, évaluation culpabilisante : la machine à broyer est en place. Elle est en rodage à l'hôpital, dans le secteur social et médico-social et ce que le directeur subit sera imposé à tous les autres. Les auteurs rapportent le principe de raisonnement des cadres : « je me comporte

comme un salaud, mais ce n'est qu'en apparence, j'œuvre en fait intelligemment pour le bien de mon entreprise. »

Pour l'instant, à l'hôpital, l'évaluation n'est applicable que pour les directeurs. Elle conditionne leur salaire, leur carrière, en fonction des objectifs fixés. Pour eux, la machine à broyer est en place : ils exécuteront ou ils seront exécutés ! Mais cela ne suffit pas. Ils doivent se donner les moyens d'asseoir leur nouveau pouvoir. C'est ainsi qu'ils peuvent définir eux-mêmes les modalités d'une politique d'intéressement et mettre au placard les médecins récalcitrants. (Article L6143-7 du code de la santé publique)

Ce n'est pas encore réglementé que déjà certains directeurs imposent les objectifs individuels, l'évaluation et l'intéressement pour les personnels.

Ils veulent tout de suite bâtir une armée d'esclaves où la devise sera celle-la même qui leur est imposée : combattre ou mourir ! La victime du jour devient le bourreau du lendemain.

Enfin, le vocable de « ressources humaines » place l'homme au rang des matières premières à usiner. Il est, selon la posture de l'oppresser, la chair à canon du capitalisme financier ou le serf du pouvoir en place. Ces mots, « ressources humaines » doivent être vécus par les gens libres, comme une diatribe aussi insupportable que ne peut l'être l'autorité du maître sur ses esclaves !

Les grandes entreprises du secteur privé et France Télécom aujourd'hui. La Poste et l'Hôpital, le secteur social et médico-social demain. L'Education Nationale en perspective. La Justice en lambeaux, etc. etc.

« Faut-il être fier d'avoir su se construire ces carapaces là? Il est urgent de redécouvrir le sens du mot « travail » conclut cet excellent ouvrage d'enquête qui s'appuie sur le métal des faits.

Que les soldats aillent au feu par discipline c'est ainsi. Mais si les salariés ne sont pas chair à canon, que les PDG, Président de la République, Premier Ministre, Ministres, les intégristes du capitalisme et leurs DRH, évitent de venir serrer les mains des veuves comme l'assassin qui revient sur le lieu de son crime.

« Travailler à en mourir »
Quand le monde de l'entreprise mène au suicide

De Paul Moreira et
Hubert Prolongeau
Editions Flammarion

PAUL MOREIRA
HUBERT PROLONGEAU

**TRAVAILLER
À
EN MOURIR**

QUAND LE MONDE DE L'ENTREPRISE
MÈNE AU SUICIDE

Flammarion
ENQUÊTE

En retraite, la lutte continue !

Les retraité-e-s connaissent les mêmes difficultés que les actifs.

L'Union Interprofessionnelle des Retraité-e-s Solidaires (UNIRS) est membre de l'Union Syndicale Solidaires, en partage les revendications ainsi que les actions.

Hier en activité, aujourd'hui en retraite, nous venons de syndicats différents.

Mais nous sommes tous et toutes très attaché-e-s à la dimension interprofessionnelle des luttes et nous voulons rester acteurs et actrices du mouvement social.

Notre priorité :

Sauvegarder les droits sociaux. La France fait partie des plus grandes puissances économiques mondiales.

Avec la crise, le chômage, les inégalités, la pauvreté et l'exclusion ne cessent de se développer. Il faut une autre répartition des richesses !

Nous dénonçons l'offensive du gouvernement contre notre système de sécurité sociale et la remise en cause de la retraite par répartition, basée sur les principes de solidarité.

Nous dénonçons la politique menée par le gouvernement et le patronat qui vise à casser les droits des salariés et à augmenter ceux des patrons et des actionnaires.

Nous revendiquons :

- le droit de bénéficier de soins de qualité
- un accès égal pour toutes et tous, en centre hospitalier comme en maison de retraite.

Nous revendiquons également des retraites, au moins égales au SMIC revalorisé pour permettre à chacun- de vivre décemment.

Objectifs de l'UNIRS :

- Organiser les retraité-e-s
- Les représenter auprès des organismes officiels régionaux départementaux et locaux
- Assurer la défense des intérêts moraux et matériels des retraité-e-s :

- évolution des pensions
- droits sociaux
- droits à la santé
- place dans la société
- droits aux transports



Face au libéralisme qui détruit les acquis sociaux et toutes les formes de solidarité, nous appelons chacun-e à **S'INVESTIR, SE MOBILISER et RÉ-SISTER.**

Vers la création de l'UNIRS 37

Cette courte présentation de l'UNIRS a pour but de commencer à regrouper les camarades qui, en Indre et Loire ont continué à cotiser à leur syndicat d'origine (10 à SUD PTT, 6 à SUD Santé sociaux, 8 à SUD Rail, 4 à SUD Education, à SUD Cam).

C'est donc une quarantaine de militants, probablement plus qui peuvent être l'embryon d'une future UNIRS 37. Il ne s'agit pas de quitter notre syndicat d'origine ni même de payer une cotisation supplémentaire mais bien de constituer un volet spécifique de Solidaires 37.

Cette structure nous permettrait également d'offrir une perspective aux syndiqués qui vont partir à la retraite et également d'en donner une à ceux qui sont partis sans demeurer syndiqués et qui pourraient être recontactés.

Une réunion sera proposée prochainement pour mettre en place une structuration locale.

Les retraités ont leur place dans les luttes. Ne laissons pas les autres organisations syndicales parler à notre place.

Jean Michel SURGET

Retraité, syndiqué à SUD Education 37

(jean-michel.surget@wanadoo.fr)



2ème Congrès de l'union syndicale Solidaires 37



Notre congrès s'est tenu les 10 et 11 décembre 2009. Si le premier congrès avait été essentiellement un congrès de mise en place d'un fonctionnement commun, celui-ci a permis de tirer les bilans de cette expérience commune (prud'hommes...) mais aussi aborder des questions de fond comme les journées d'actions, la place de Solidaires dans les intersyndicales. Les débats ont été centrés sur la nécessité de construire Solidaires37 malgré les difficultés: multiples tâches dans les syndicats, peu de droit syndical dans le privé, méconnaissance de

Solidaires par les adhérents, difficulté à intégrer la question interprofessionnelle dans la vie des syndicats, mais aussi les difficultés de fonctionnement, un relatif déficit démocratique...Il a été réaffirmé la nécessité de tenir les permanences pour répondre aux demandes, de développer la formation pour assurer la relève militante. La plupart des intervenants sont pour le maintien des différentes commissions (journal, trésorerie, juridique, formation, retraités) malgré l'inquiétude quant à ce qui sera possible de faire.

La présence de camarades de Solidaires 18 et 41, celle d'Annick Coupé, porte parole de Solidaires national ont apporté une dimension moins « locale » à notre congrès. Ci dessous un résumé de l'intervention d'Annick

Bilan positif de Solidaires 37 qui évolue malgré un environnement difficile (patronat, autres organisations syndicales). Pour exemple, les bons résultats aux prud'hommes en Indre et Loire ne tombent pas du ciel. Un regret notre non-participation au comité national !

Sur nos débats

L'intersyndicale nationale a pris naissance en début d'année 2009 pendant une période de grosse conflictualité.

Cette unité a favorisé les mobilisations des 29 janvier et 19 mars. Malheureusement il n'y a pas la même volonté de rapport de force, la CGT évolue vers un syndicalisme d'accompagnement et ne souhaite pas assumer une confrontation avec le patronat.

Au lendemain du 19 mars 2009 malgré la décision du gouvernement de ne pas céder, nous sommes rentrés dans la spirale des journées « d'inactions ».

Pourquoi SOLIDAIRES NATIONAL est resté dans l'intersyndicale :

si on part ça ne règle rien

risque d'isolement (par rapport à des salariés qui n'auraient pas compris cette décision)

faire des choses : appel à créer des espaces de convergences à la base

Aujourd'hui FO a quitté l'intersyndicale (sous prétexte qu'ils sont eux aussi pour la grève générale !).

Axes revendicatifs

- **défense des services publics** : privatisation de la Poste (échec pour l'instant), poursuivre les luttes (santé, éducation...)
- **réorganisation des services publics d'Etat**
- **santé au travail et CT** : la commission nationale fonctionne, initiative en mars « et voilà le travail », redonner du collectif à ces questions,
- **les retraites** : on touche aux fondamentaux (âge légal et système par répartition), « chacun fait ce qu'il veut » : campagne reste à mener. Une fracture dans le mouvement syndical est prévu la CFDT est d'accord pour discuter de la retraite par capitalisation
- **Environnement-Copenhague** : SOLIDAIRES doit se saisir de cette question : inégalités sociales et environnementales
- **Grève travailleurs sans-papiers** : CGT et SOLIDAIRES demandent la régularisation, égalité des droits

Construction de SOLIDAIRES

Solidaires pèse environ 5% au niveau national. Nous devons mutualiser nos expériences pour peser plus dans le rapport de force.

La formation syndicale : c'est un enjeu important pour assurer la relève militante et le développement de nouvelles équipes.

- **La place des solidaires locaux** : Le congrès extraordinaire a acté la place politique des solidaires locaux. Mais seulement 30% de participation !
Solidaires 37 a des choses à dire . Prenez votre place.



A La SNCF

La casse du FRET depuis le plan Veron à la naissance de la DFA (direction fret atlantique) sur notre région a engendré des suppressions de poste abyssaux de chemins, la fin du wagon isolé, l'abandon du triage de St pierre des corps, la dérèglementation du travail pour un bilan nihiliste en terme économique et social.

SUD Rail a toujours dénoncé la politique d'éclatement de l'entreprise. Pour nous, une entreprise intégrée, avec des cheminots non dédiés résisterait bien mieux à la crise. La compétence et le savoir faire des cheminots ne doit pas se concentrer sur une seule activité « rentable ». Aujourd'hui, sans la création de la famille FRET, on ne parlerait pas de milliers de suppressions de postes, de mobilité subie et de pertinence du fret ferroviaire...

La direction SNCF doit tirer les leçons de ses choix et mettre en œuvre une vraie politique globale de mutualisation des moyens humains au service d'une grande entreprise intégrée de transports au service de l'intérêt général.

Selon P. BLAYAU « *pour redresser la branche Transport Logistique, la solution passe aujourd'hui par la création de filiales spécialisées par type de marché, pour se rapprocher des conditions de travail de nos concurrents* ». Blayau s'est lâché dans la presse en souhaitant clairement impulser des filialisations par pôle d'activité.

Alors que G. Pépy affirmait le contraire aux cheminots qui manifestaient leur inquiétude lors de la création de la « famille » FRET. Ce discours se traduisant concrètement par le projet des « *frégates* » de filialisation du trafic combiné et d'une partie des flux d'agricultures.

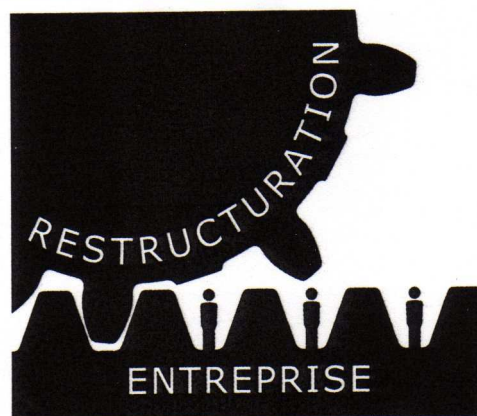
Il est aujourd'hui rattrapé et dépassé par le rapport remis par la commission des affaires économiques de l'environnement et du territoire de l'Assemblée Nationale présidé par M. Ollier membre, entre autre, du Conseil d'Administration. Ce rapport se propose de relever un triple défi : économique, social et environnemental, le mode ferroviaire répondant aux objectifs fixés par « les plus hautes autorités ».

Sans surprise, c'est une nouvelle fois le modèle DB (chemin de fer allemand) qui sert de référence, oubliant qu'en Allemagne une politique des transports favorisant un rééquilibrage modal (interactivité camion/rail) a été mise en œuvre dès l'an 2000, alors que la France donnait encore et donne toujours priorité à la route.

SUD Rail a toujours dit que la gestion par activité traçait les pointillés permettant le découpage de la SNCF. Aujourd'hui les pointillés se précisent en se multipliant... De la création de RFF à aujourd'hui, il y a une cohérence, celle de la casse du service public ferroviaire et de nos acquis sociaux.

Ces choix vont à l'opposé des décisions du Grenelle de l'Environnement, et pourtant, il faudrait dès à présent privilégier partout où c'est possible, les transports les moins nuisant et les moins contributeurs à l'effet de serre, comme le rail, pour les transports indispensables.

D'où la nécessité véritablement vitale de conserver le réseau ferroviaire « fret » (lignes et gares) en bon état et même de démarrer son renouvellement voire son extension afin de permettre, dans tous les cas où ce sera possible, au fur et à mesure du renchérissement inéluctable du prix du pétrole et du durcissement tout aussi inéluctable des règles de lutte contre le changement climatique, des reports modaux vers le rail.



CONTACTS SOLIDAIRES / SUD :

SUD PTT	Tél : 02 47 85 11 11 Fax : 02 47 85 11 12
SUD Santé sociaux	Tel/fax 02 47 71 00 65 ou 06 15 08 62 22
SUD Education, , SUD Emploi, , SUD Culture, SUD Protection sociale,	
SUD Alstom, SUD Énergie, SUD France 3, SUD commerces et Services, SUD FPA, SUD Adoma	
SUD transports et ambulanciers, SNUPFEN, SUD Recherche EPST,	
SPASMET-météo, SUD rural,	18, rue de l'Oiselet La Camusière 37550 Saint Avertin Tel/Fax : 02.47.28.39.94
SUD Rail	11, rue Blaise Pascal 37000 Tours Tél : 02.47.75.09.90 (FAX : 05.23.62)
SUD Étudiants	3, rue des Tanneurs 37000 Tours Tél : 02.47.36.81.07
SUD CAM	CRAM 1 Bd Winston Churchill Tél/Rép./Fax : 02.47.39.84.42
SUD Michelin	B.P. 424 37304 Joué les Tours
SNUI	40, rue Édouard Vaillant 37060 Tours cedex
SUI	48, rue des Mouettes 37300 Joué les Tours

SOLIDAIRES 37

Édité par Solidaires 37

Siège social :

18, rue de l'Oiselet

La Camusière

37550 Saint Avertin

Tel/Fax : 02.47.28.39.94

E-mail :

solidaires37@orange.fr

Site :

<http://www.solidaires37.org>

Directeur de publication :

Jean-Michel Surget